

L'entreprise Job Toulouse est-elle menacée ?

La très ancienne entreprise toulousaine Job serait menacée « d'éclatement et de dépeçage » selon la Filpac-CGT. La situation est confuse, surtout en l'absence du point de vue de l'actuelle direction qui refuse de s'exprimer.

L'inquiétude est grande à Toulouse sur la situation de Job, le spécialiste du papier couché classique haut de gamme. Inquiétude aussi perceptible dans les milieux économiques que chez les syndicats.

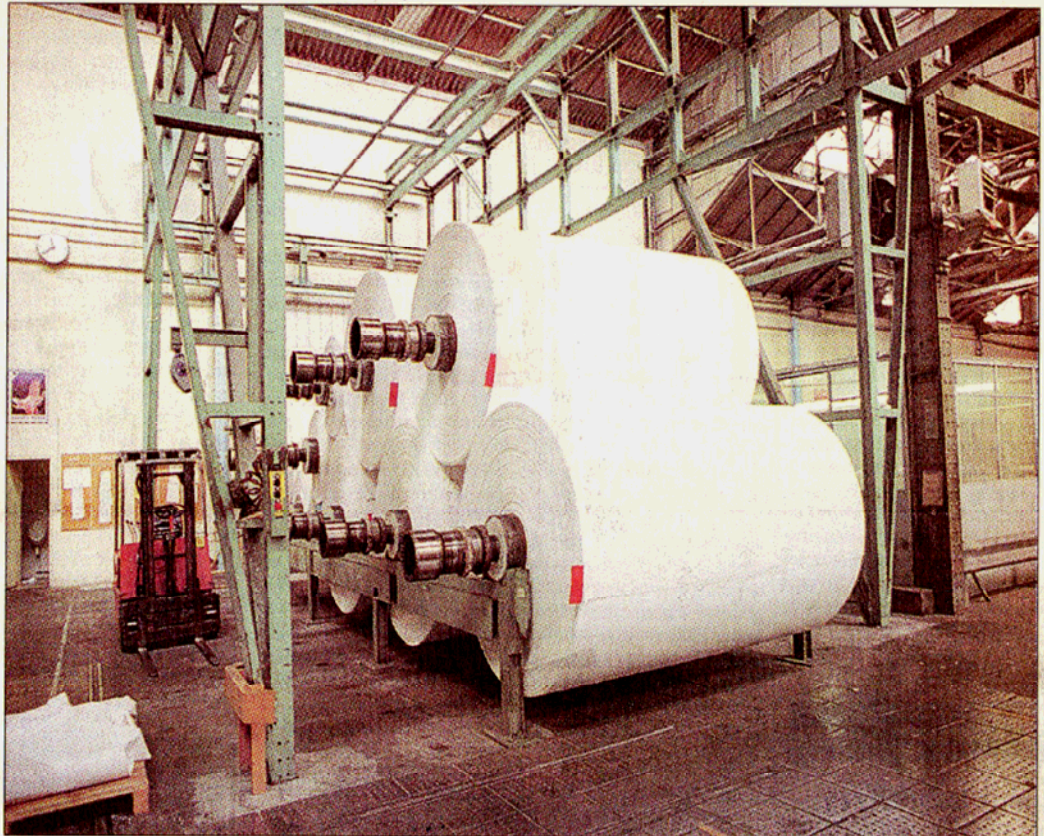
Depuis des semaines, la Filpac-CGT tire la sonnette d'alarme, rencontre les pouvoirs publics et les instances économiques du département pour attirer leur attention sur les risques « d'éclatement et de dépeçage de Job », une entreprise qui appartient au patrimoine industriel de la ville et qui représente quelque 300 emplois.

L'entreprise, selon la Filpac-CGT, serait sur le point d'être reprise en totalité ou partiellement par le groupe papetier allemand Scheufelen.

Interrogée sur la situation de l'entreprise, la direction de Gecco-France propriétaire depuis mars 1995 de Job-Toulouse, affirme qu'elle n'a rien à dire pour le moment.

La « nébuleuse » Gecco-France

Le moins qu'on puisse dire c'est que l'inquiétude des syndi-



Installée depuis toujours dans le quartier des Sept-Deniers, Job fait partie du patrimoine industriel toulousain (Photo « La Dépêche », Dominique Laffont)

cats est partagée, mezzo-voce, par des responsables économiques toulousains. Certains parlent de « nébuleuse » à propos de la société Gecco-France dont on sait, en effet, peu de chose.

Selon Bolloré un des anciens propriétaires de Job, Gecco-France serait une émanation de Gecco Holding à Londres, société exclusivement financière, et non pas papetière, qui aurait choisi de créer une structure spécifique pour reprendre l'entreprise toulousaine.

« Nous avons uniquement traité avec Gecco Holding à Londres et nous n'avons eu que de bonnes références, notamment bancaires, sur cette structure » faisait-on savoir, hier, du côté de Bolloré à Paris, la société qui, avec son partenaire papetier finlandais KNP, a bien vendu, en mars 1995, l'entreprise Job de Toulouse à Gecco-France pour le franc symbolique.

Une « gratuité » qui étonne un peu. Les pertes accumulées depuis plusieurs années (64 mil-

lions de francs), la recapitalisation effectuée avant la vente (50 millions de francs) et l'abandon du compte courant (14 millions de francs) expliqueraient que les anciens propriétaires aient passé la main à si bon compte. C'est du moins ce qu'on affirme du côté de Bolloré.

Questions sans réponses

A l'évidence, les questions sur l'avenir de l'entreprise sont plus nombreuses que les réponses. Gecco-France, société pure-

ment financière, va-t-elle passer la main en totalité ou partiellement au groupe papetier allemand qui pourra toujours supprimer des emplois à Toulouse au bénéfice de l'Allemagne après avoir acquis une marque prestigieuse ? Les syndicats le craignent visiblement. Des responsables économiques s'interrogent sérieusement. Quant aux élus, en particulier les parlementaires, ils observent depuis plusieurs semaines un silence assourdissant.

Ginette TOULET